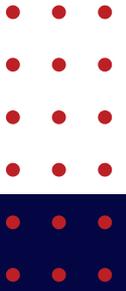




AGERCA

Alliance pour la
Gestion des Risques
Et la Continuité des Activités

Danje a pou nou Tout



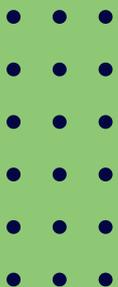
Rapport d'étude

2e sondage auprès de la population haïtienne sur
l'évolution de la situation d'insécurité du pays

Août 2023



© AP Photo/Odelyn Joseph



www.agerca.ht



Etude menée par :

DDG

Sommaire du rapport

Introduction

Méthodologie

- Echantillonnage
- Collecte de données

Résultats

- Informations géographiques
- Quelques informations démographiques des répondants
- Perception des répondants de la capacité de la PNH à rétablir un climat de sécurité dans le pays
- Perception des répondants par rapport à la capacité de la PNH à résoudre le problème des gangs armés
- Perception des répondants rapport au fait que la PNH aurait besoin des FAd'H pour rétablir la sécurité dans le pays et dissuader les gangs armés
- Opinion des répondants par rapport au déploiement d'une force internationale en Haïti
- Perception des répondants rapport au fait que la PNH aurait besoin de l'appui d'une force internationale pour résoudre le problème des gangs armés
- Impacts de l'insécurité et de l'activité des gangs sur la liberté de mouvement et les activités socio-économiques
- Impacts du climat d'insécurité sur l'intégrité physique et morale
- Comparatif des sondages de Janvier 2023 et Juillet 2023 (Evolution)

Conclusion



© AP Photo/Odelyn Joseph

Introduction

Depuis les premiers épisodes des mouvements dits de « pays lock » en juillet 2018, Haïti connaît des bouleversements socio-politiques à répétition. L'assassinat du président Jovenel Moïse en juillet 2021 a créé une onde de choc ; qui aurait cru, qu'au 21ème siècle, qu'un Président en fonction pourrait être assassiné chez lui ? Plus récemment, l'augmentation des prix des produits pétroliers a conduit à des mécontentements populaires, parfois exprimés de manière très violente, ce qui a paralysé le pays pendant plus de deux mois. Ces troubles sociaux se sont accompagnés d'une exacerbation de l'insécurité que le gouvernement n'est pas arrivé à contrôler depuis plusieurs années.

Dans la foulée des troubles sociaux récents, face à ses difficultés à contenir l'insécurité, en particulier à la suite des différents échecs de la PNH à déloger les groupes armés qui bloquaient et contrôlaient l'accès au terminal pétrolier de Varreux, le gouvernement haïtien a pris un Arrêté en Conseil des ministres (octobre 2022) autorisant le premier ministre à solliciter l'aide d'une force internationale pour stabiliser le pays. Jusqu'à présent, aucune réponse positive n'a été obtenue de la communauté internationale qui semble divisée par rapport à la meilleure formule pour répondre à cette demande.

Cette demande d'intervention pose débat. Mais qu'en pense la population haïtienne ? Pour répondre à cette question, l'Alliance pour la Gestion des Risques et la Continuité des Activités a commandité un sondage auprès de la population haïtienne de 18 ans et plus sur la situation sécuritaire du pays à la firme privée Diagnostic & Development Group S.A. (DDG).

L'objectif principal de ce deuxième sondage est de « mesurer » la perception de la population haïtienne par rapport à l'évolution de la situation sécuritaire, la capacité de la Police nationale d'Haïti (PNH) à rétablir la sécurité sur tout le territoire national et éventuellement de la nécessité d'une force internationale pour appuyer la PNH.

Dans la section 2, nous présentons un résumé de la méthodologie utilisée pour réaliser le sondage dont les résultats sont présentés dans la section 3. Une conclusion termine le rapport.





© AP Photo/Odelyn Joseph

Méthodologie

En 2022, DDG avait réalisé trois enquêtes nationales auprès d'une large échantillon de personnes de 18 ans ou plus. Ces échantillons étaient conçus pour garantir un niveau de confiance statistique très élevé (95%) et de faible marge d'erreur (variant entre 2,5% et 3%). Dans les trois enquêtes, un échantillonnage probabiliste à deux étapes a été utilisé. Dans la première étape, les sections communales ont été divisées en de petites entités géographiques appelées sections d'énumération (SDE) (les limites géographiques des SDE proviennent de l'IHSI) et un échantillon aléatoire de SDE a été choisi dans chaque département. Ensuite, dans chaque SDE choisie, un échantillon aléatoire de ménages a été choisi de manière systématique en utilisant un pas fixe, et dans chaque ménage ainsi choisi, un adulte de 18 ans ou plus a été interviewé.

Au cours de ces enquêtes, certains répondants avaient volontairement donné leur numéro de téléphone. Ainsi, DDG a conservé un échantillon-maître de 5 000 numéros de téléphones pour les dix départements, comme nous l'illustrons dans le tableau 1. Le géoréférencement des ménages des répondants est montré dans la figure 1.

Echantillonnage

L'Institut Haïtien de Statistique et d'Informatique (IHSI) a estimé à 7 423 890 la population nationale de 18 ans ou plus en 2021 ; selon ces mêmes estimations, il existerait une quasi-parité entre les hommes et les femmes.

Considérons une marge d'erreur de 3 % et un niveau de confiance de 95 %, une formule statistique usuelle indique qu'il faudrait interroger 1 067 adultes de 18 ans ou plus dans les dix départements pour que ce sondage d'opinion par téléphone soit crédible, et sur la base de nos expériences, nous avons boosté l'échantillon de 20%. Ainsi, nous avons prévu d'interviewer au moins 1 300 adultes dans les dix départements géographiques du pays.

La taille d'échantillon globale prévue a été répartie au niveau des dix départements proportionnellement à leur population estimée ; la même approche a été utilisée pour répartir l'échantillon global entre hommes et femmes.

Collecte de données

Un échantillon d'hommes et de femmes a été choisi de l'échantillon-maître mentionné plus haut. Le questionnaire comprenait une dizaine de questions portant sur les impacts de l'insécurité, la perception des répondants par rapport à la capacité de la PNH à rétablir la sécurité dans le pays (oui/non) ; la capacité de la PNH à résoudre le problème des gangs armés (oui/non) ; la perception des répondants par rapport au fait que la PNH aurait besoin de l'appui des Forces Armées d'Haïti (FAd'H) pour sécuriser le pays ; l'opinion de la population par rapport au fait que la PNH aurait besoin de l'appui des FAd'H pour résoudre le problème des gangs armés (oui/non) ; l'opinion des répondants par rapport au fait que la PNH aurait besoin de l'appui d'une force internationale pour rétablir la sécurité et résoudre le problème des gangs armés dans le pays (oui/non).

Nous avons également demandé aux répondants s'ils étaient en faveur du déploiement d'une force internationale en Haïti.

Enfin, nous avons demandé aux répondants de comparer la situation d'insécurité actuelle par rapport au début de cette année pour évaluer l'évolution de la situation.





Résultats

Informations géographiques

La figure 1 montre la répartition des répondants par département. Au total, 1 387 adultes ont accepté de participer au sondage, dont la plus grande partie (461 ou environ 33%) du département de l'ouest, le plus dense des dix départements. Artibonite représentait environ 17 % (n=190) de l'échantillon global, contre environ 10% (n=135) pour le département du Nord et environ 8.5% (n=119) pour le département du Sud. Etc.

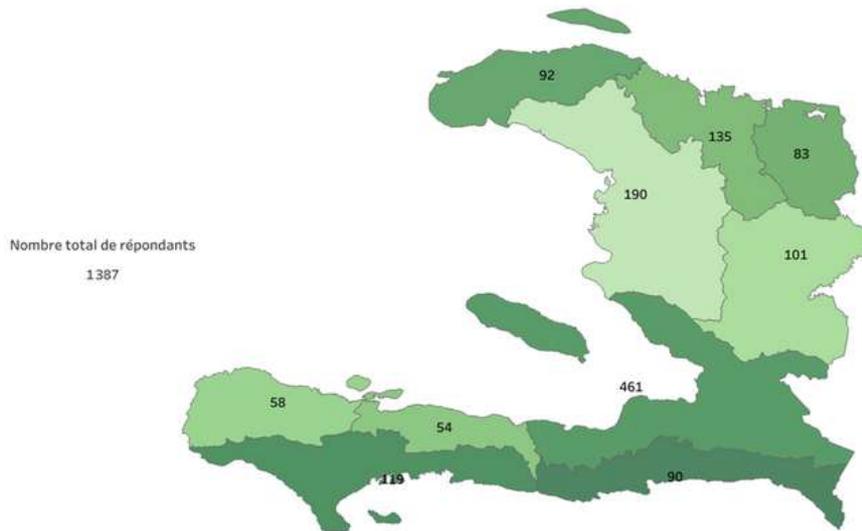


Figure 1. Géo référencement des ménages des répondants de l'échantillon-maître

Quelques informations démographiques des répondants

Environ 55% des répondants sont des hommes versus 45% pour la gent féminine (figure 2). De plus, environ 39% des répondants sont âgés de 25 à 35 ans, 22% entre 36 et 45 ans, 17% entre 46 et 60 ans, 15% entre 18 et 24 ans, et 7% de plus de 60 ans (figure 3).

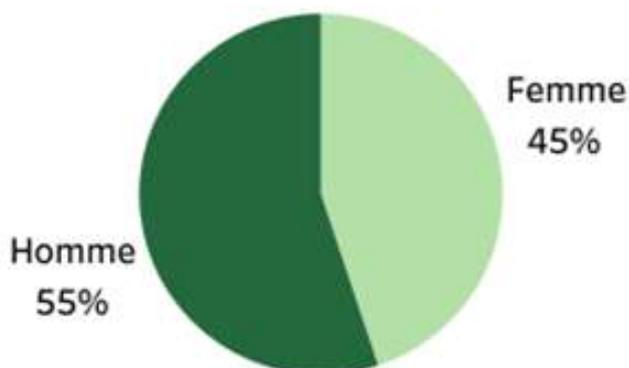


Figure 2. Répartition de la taille d'échantillon prévu par sexe

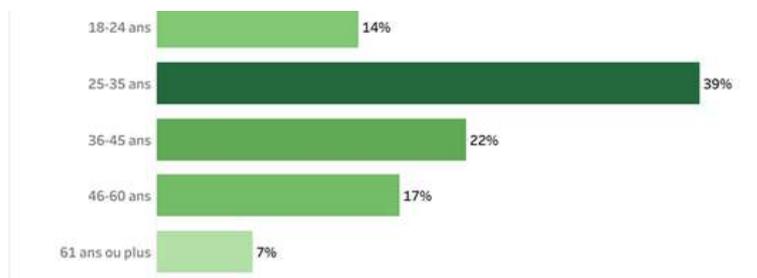


Figure 3. Répartition de la taille d'échantillon prévu par tranche d'âge

D'autre part, 42% des répondants ont déclaré avoir atteint l'école secondaire, 19% l'école primaire, 17% ont indiqué avoir suivi une formation technique ou professionnelle, 14% ont déclaré avoir fait des études universitaires et 7% ont déclaré qu'ils n'ont jamais été à l'école (figure 5).

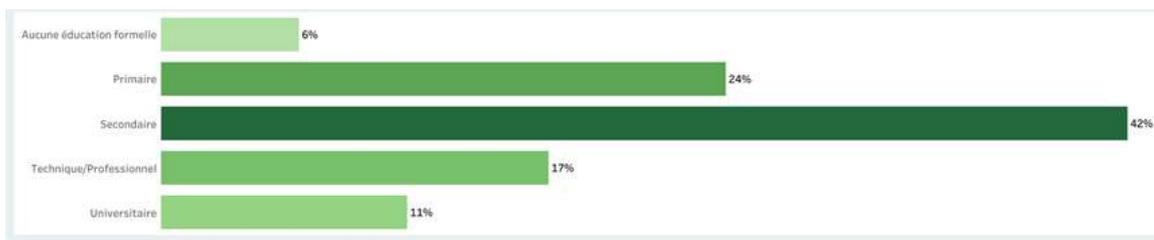


Figure 4. Répartition de la taille d'échantillon prévu par niveau d'éducation

Perception des répondants de la capacité de la PNH à rétablir un climat de sécurité dans le pays

La majorité des répondants (environ 60%) ont estimé que la PNH toute seule n'est pas capable de rétablir la sécurité dans le pays (figure 5). C'était l'avis de 61% des répondants du département de l'Ouest. Dans les départements du Sud-Est et du Sud, la proportion des répondants qui ont partagé cet avis était d'au moins 43% (43% pour le Sud-est et 56% pour le Sud) (figure 6).

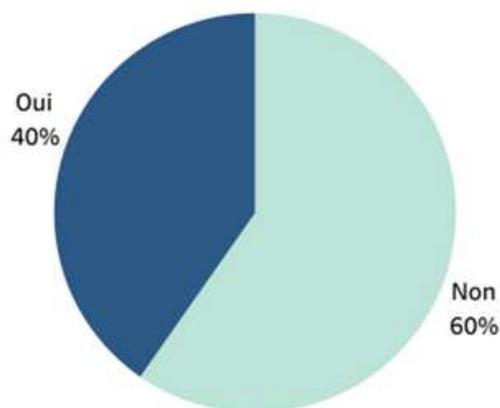


Figure 5. Distribution des répondants selon qu'ils pensent que la PNH peut rétablir la sécurité dans le pays ou non

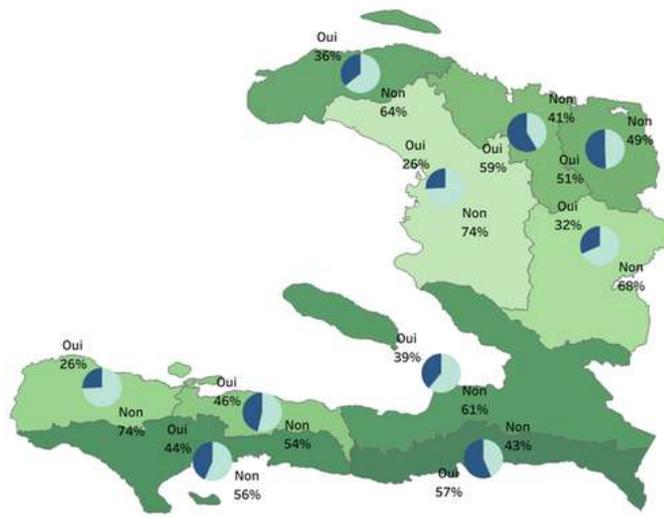


Figure 6. Distribution des répondants selon qu'ils pensent que la PNH peut rétablir la sécurité dans le pays ou non par département

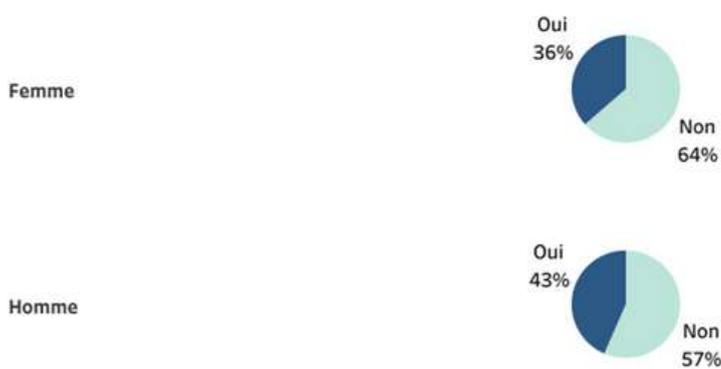


Figure 7. Distribution des répondants selon qu'ils pensent que la PNH peut rétablir la sécurité dans le pays ou non par sexe

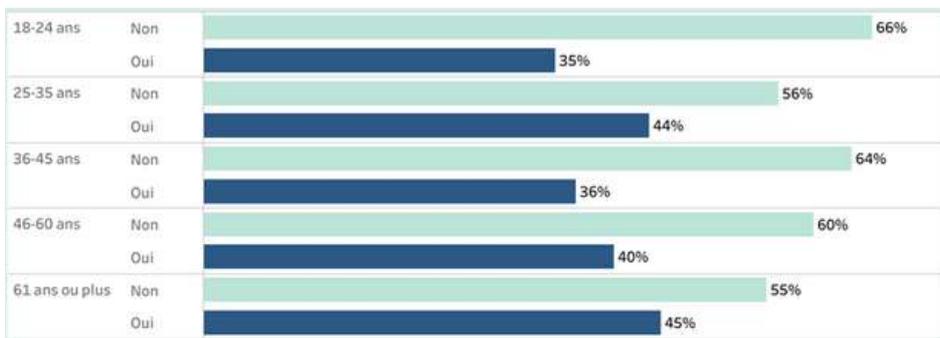


Figure 8. Distribution des répondants selon qu'ils pensent que la PNH peut rétablir la sécurité dans le pays ou non par groupe d'âge

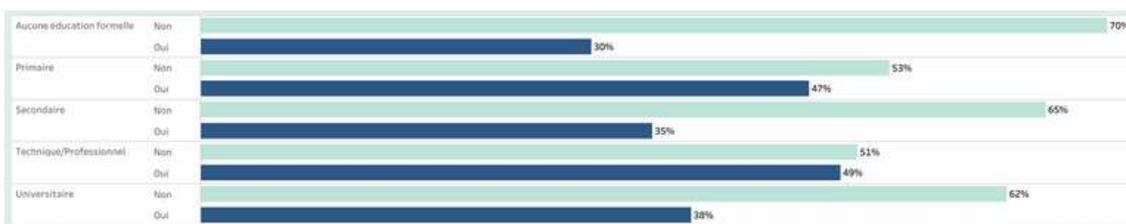


Figure 9. Distribution des répondants selon qu'ils pensent que la PNH peut rétablir la sécurité dans le pays ou non par niveau d'éducation

Perception des répondants par rapport à la capacité de la PNH à résoudre le problème des gangs armés

Quant à la capacité de la PNH à résoudre le problème de la prolifération des gangs armés dans le pays, 56% des répondants ont exprimé un manque de confiance dans la PNH (figure 10).

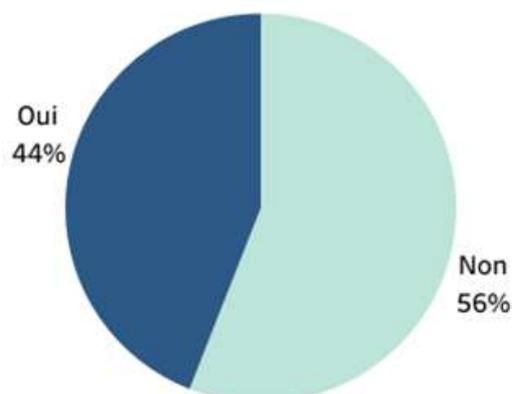


Figure 10. Distribution des répondants selon qu'ils pensent que la PNH peut résoudre le problème des gangs armés

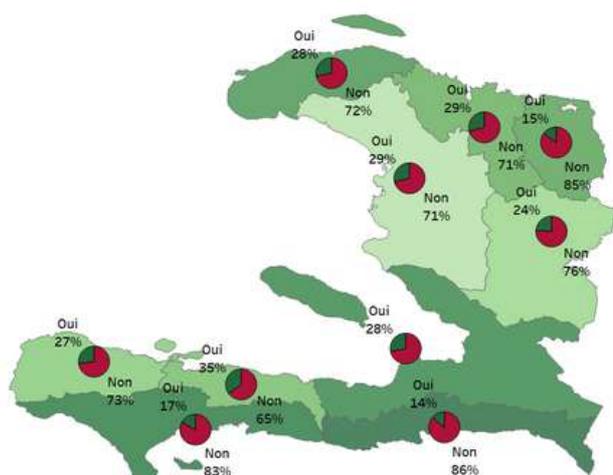


Figure 11. Distribution des répondants selon qu'ils pensent que la PNH peut résoudre le problème des gangs armés par département

La figure 12 montre une différence de seulement quatre points de pourcentage entre les hommes et les femmes par rapport à la capacité des forces de l'ordre à contrecarrer les gangs armés.

Selon la figure 13, 51% des gens de 61 ans ou plus ont plus tendance à croire que la PNH est en mesure de mettre en déroute les gangs armés que les répondants moins âgés. Globalement, la même tendance que précédemment était observée entre les différents niveaux d'étude atteints (figure 14).



Figure 12. Distribution des répondants selon qu'ils pensent que la PNH peut résoudre le problème des gangs armés par sexe

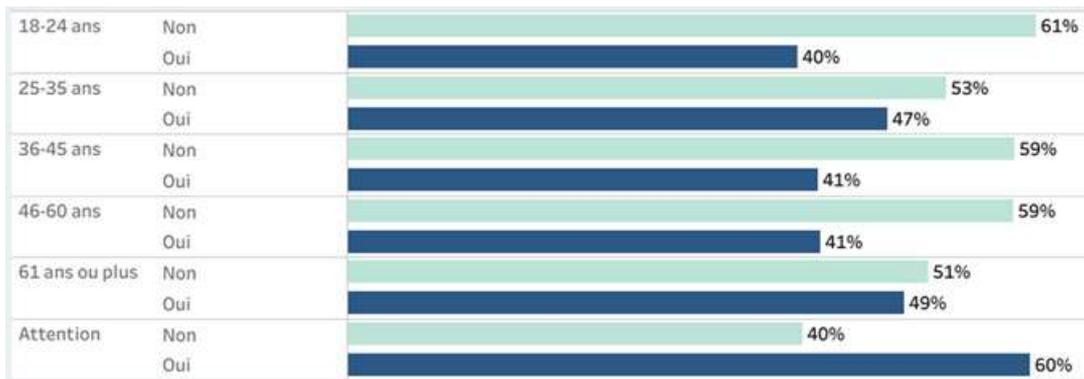


Figure 13. Distribution des répondants selon qu'ils pensent que la PNH peut résoudre le problème des gangs armés par groupe d'âge

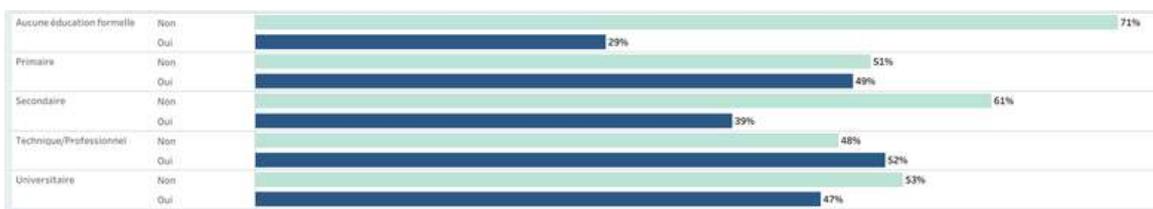


Figure 14. Distribution des répondants selon qu'ils pensent que la PNH peut résoudre le problème des gangs armés par niveau d'éducation atteint

Perception des répondants rapport au fait que la PNH aurait besoin des FAd'H pour rétablir la sécurité dans le pays et dissuader les gangs armés

Une grande majorité des répondants (75%) croient que pour rétablir la sécurité dans le pays et dissuader les gangs armés, la PNH aurait besoin du soutien des Forces Armées d'Haïti (FAd'H) (figure 15). À l'exception des départements Nord et Nord-Est, ce taux était d'au moins 65% dans tous les autres départements (figure 16).

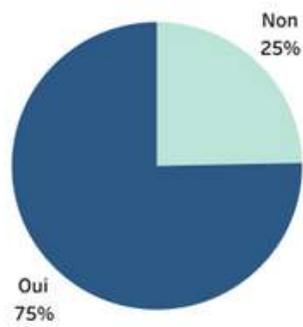


Figure 15. Distribution des répondants selon qu'ils pensent que la PNH a besoin des FAD'H pour rétablir la sécurité dans le pays et dissuader les gangs armés

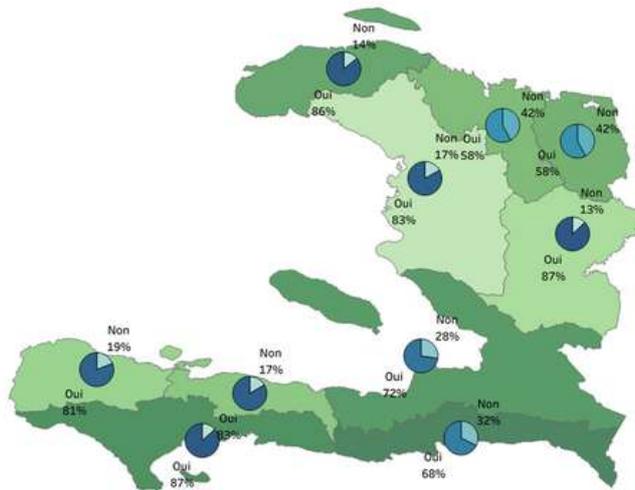


Figure 16. Distribution des répondants selon qu'ils pensent que la PNH a besoin des FADH pour rétablir la sécurité dans le pays et dissuader les gangs armés par département

La figure 17 montre que la différence entre les femmes et les hommes par rapport à cette question était encore plus ténue (quatre points de pourcentage).

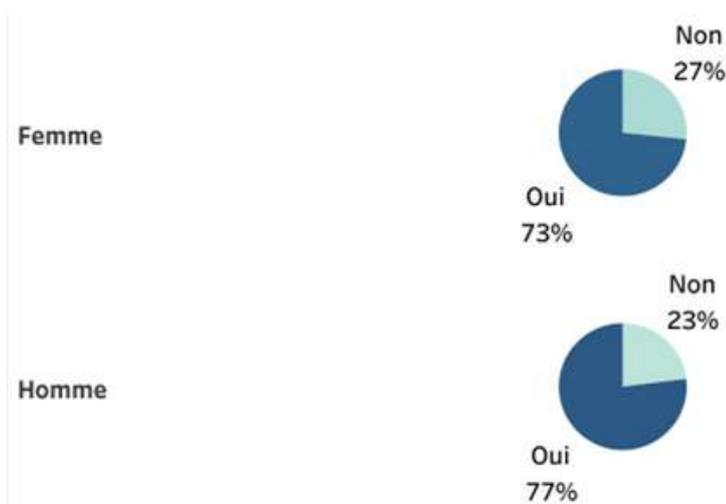


Figure 17. Distribution des répondants selon qu'ils pensent que la PNH a besoin des FADH pour rétablir la sécurité dans le pays et dissuader les gangs armés par sexe

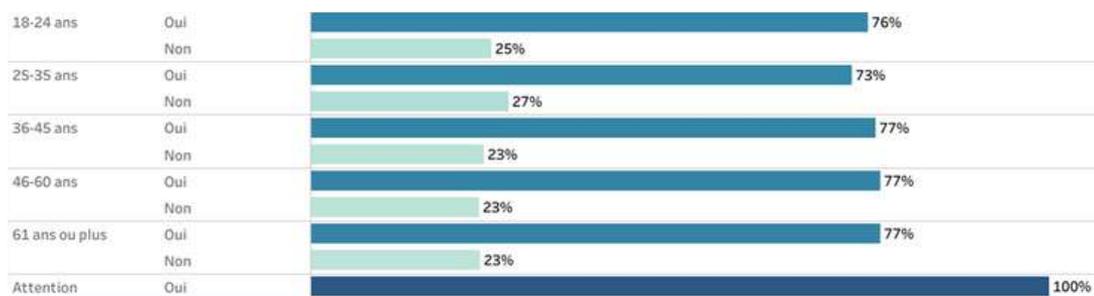


Figure 18. Distribution des répondants selon qu'ils pensent que la PNH a besoin des FADH pour rétablir la sécurité dans le pays et dissuader les gangs armés par groupe d'âge

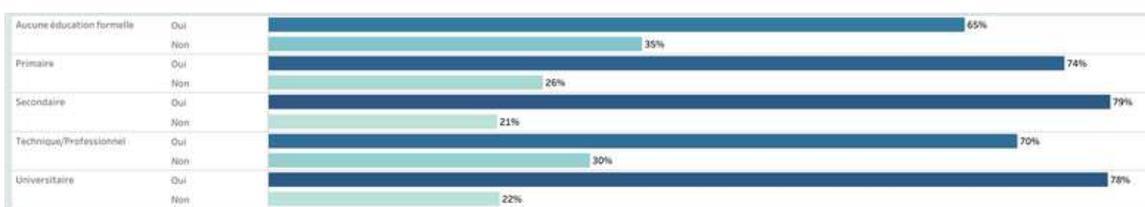


Figure 19. Distribution des répondants selon qu'ils pensent que la PNH a besoin des FADH pour rétablir la sécurité dans le pays et dissuader les gangs armés par niveau d'étude

Opinion des répondants par rapport au déploiement d'une force internationale en Haïti

Par ailleurs, les sondés estiment à 63% la nécessité du déploiement d'une force internationale pour aider à garantir la sécurité dans le pays (figure 20). De plus, 93,37% de ce groupe pense que cette force doit être déployée « immédiatement » (figure 22).

Néanmoins, alors que ce taux de « soutien » est d'au moins 71% dans les départements du Sud, du Nord'Ouest et de l'Artibonite. Le soutien des départements de l'Ouest, du Centre et de la Grand'Anse est de 62%.

Pour ceux qui sont en faveur d'un déploiement d'une force internationale, 51,12% ont opté pour mener des opérations à côté de la PNH dans les zones cibles (Zones à présence de gangs).

28,92% ont fait choix pour un déploiement sur le territoire national comme la MINUSTAH (Mission des Nations Unies pour la stabilisation en Haïti).

16,33% ont souhaité avoir une force internationale pour former la PNH et donner une assistance technique et logistique dans les opérations antigangs.

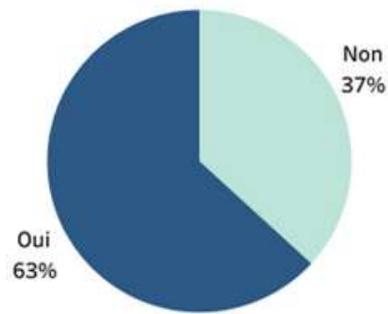


Figure 20. Distribution des répondants selon qu'ils sont en faveur du déploiement d'une force internationale en Haïti ou non

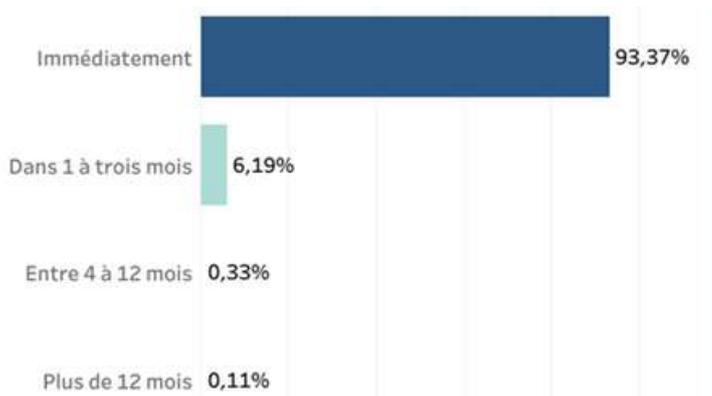


Figure 21. Distribution des répondants qui approuvent le déploiement d'une force internationale en Haïti selon le délai de déploiement préféré

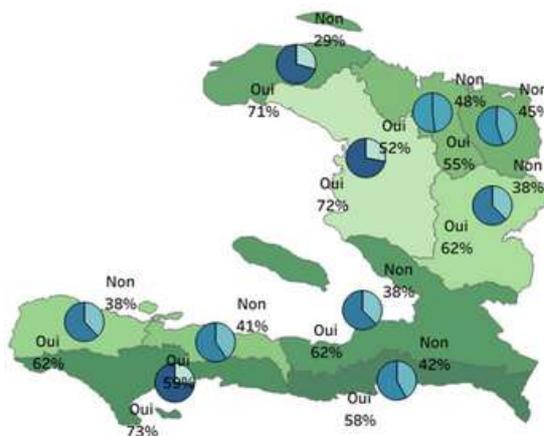


Figure 22. Distribution des répondants selon qu'ils sont en faveur du déploiement d'une force internationale en Haïti ou non par département

Encore une fois, on n'a pas observé de véritable différence entre les hommes et les femmes par rapport au déploiement éventuel d'une force internationale (figure 23), alors que la différence entre le niveau de « soutien » d'un tel déploiement varie d'au moins 60% à 70% entre les différents groupes d'âge (figure 24).

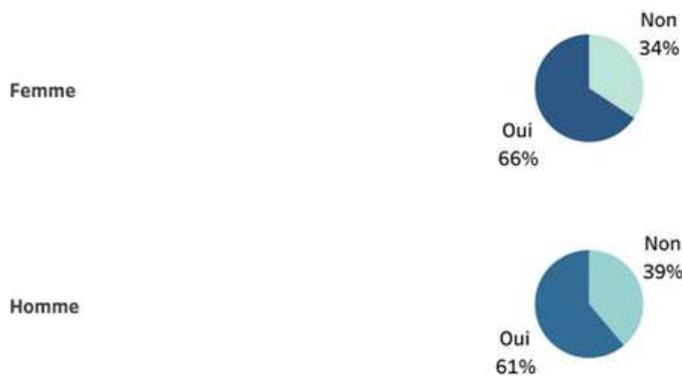


Figure 23. Distribution des répondants selon qu'ils sont en faveur du déploiement d'une force internationale en Haïti ou non par sexe

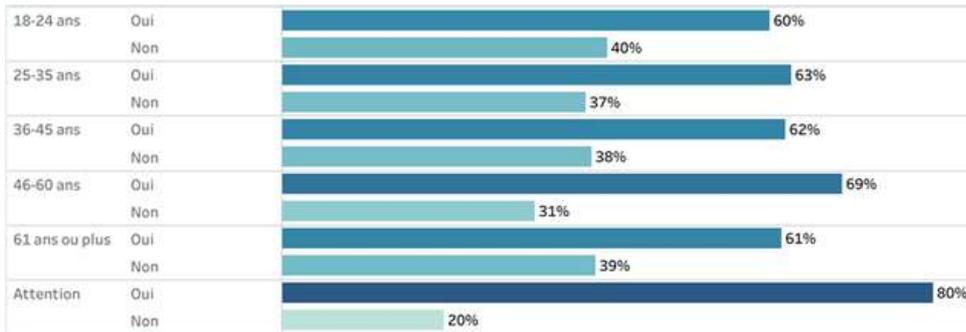


Figure 24. Distribution des répondants selon qu'ils sont en faveur du déploiement d'une force internationale en Haïti ou non par groupe d'âge

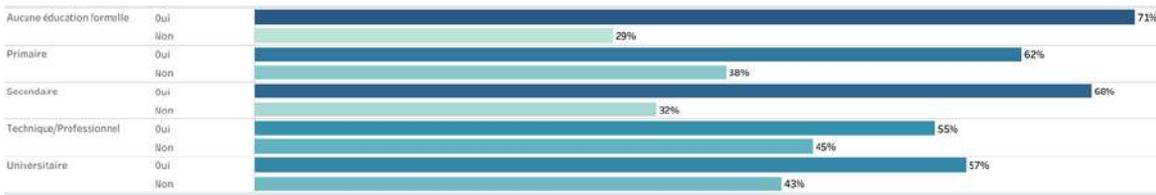


Figure 25. Distribution des répondants selon qu'ils sont en faveur du déploiement d'une force internationale en Haïti ou non par niveau d'éducation atteint

Perception des répondants rapport au fait que la PNH aurait besoin de l'appui d'une force internationale pour résoudre le problème des gangs armés

Alors que 63% des répondants soutiennent le déploiement d'une force internationale en Haïti, lorsqu'on a demandé aux gens s'ils pensent que la PNH a besoin de l'appui d'une force internationale pour résoudre le problème des gangs armés, au niveau national, 68% des interviewés ont répondu oui (figure 26).

En termes de répartition géographique, 74% et 76% des répondants des départements du Sud et l'Artibonite soutiennent le déploiement d'une force internationale. Le pourcentage de soutien des autres départements varie de 60% à 70%.

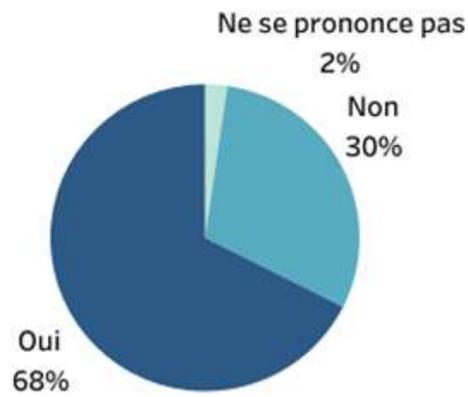


Figure 26. Distribution des répondants selon qu'ils pensent que la PNH a besoin de l'appui d'une force internationale pour résoudre le problème des gangs armés

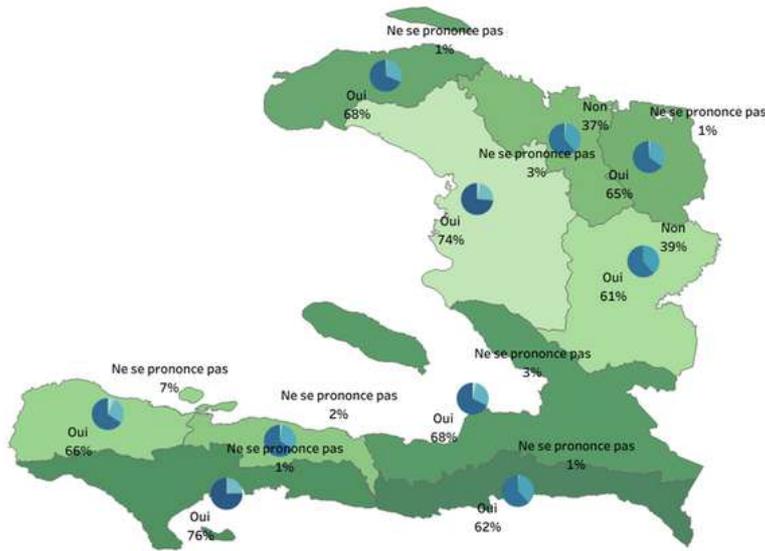


Figure 27. Distribution des répondants selon qu'ils pensent que la PNH a besoin de l'appui d'une force internationale pour résoudre le problème des gangs armés par département

Les figures 28 à 30 montrent qu'il n'y a pas de différence significative entre les deux sexes, le groupe d'âge et le niveau d'études.

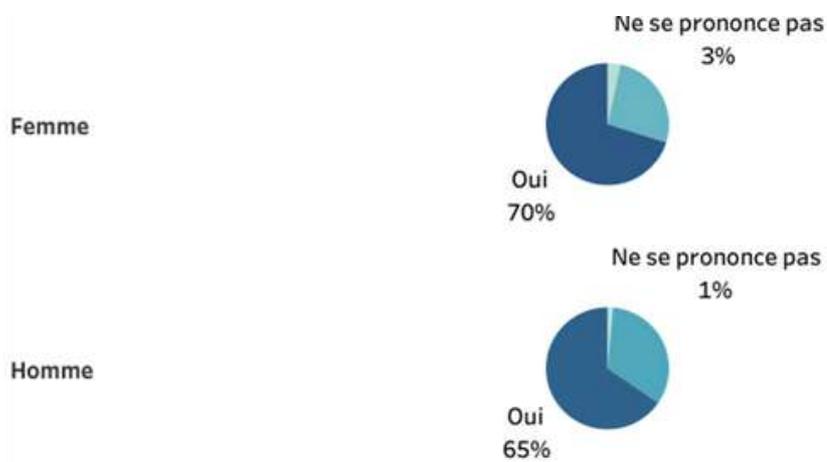


Figure 28. Distribution des répondants selon qu'ils pensent que la PNH a besoin de l'appui d'une force internationale pour résoudre le problème des gangs armés par sexe

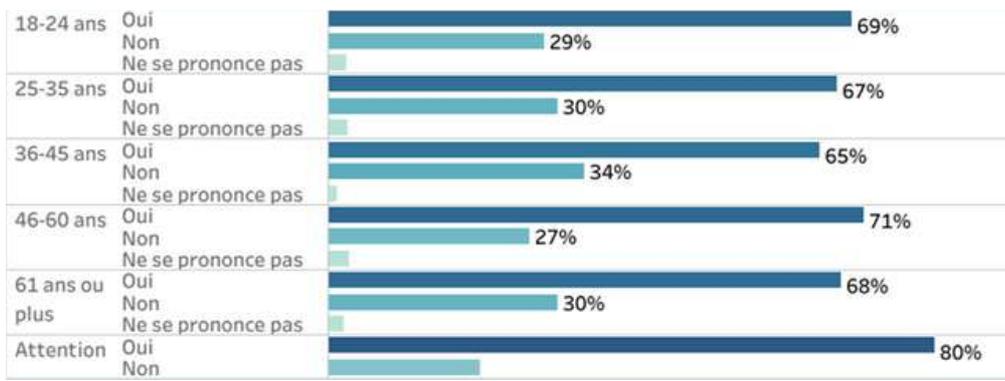


Figure 29. Distribution des répondants selon qu'ils pensent que la PNH a besoin de l'appui d'une force internationale pour résoudre le problème des gangs armés par groupe d'âge

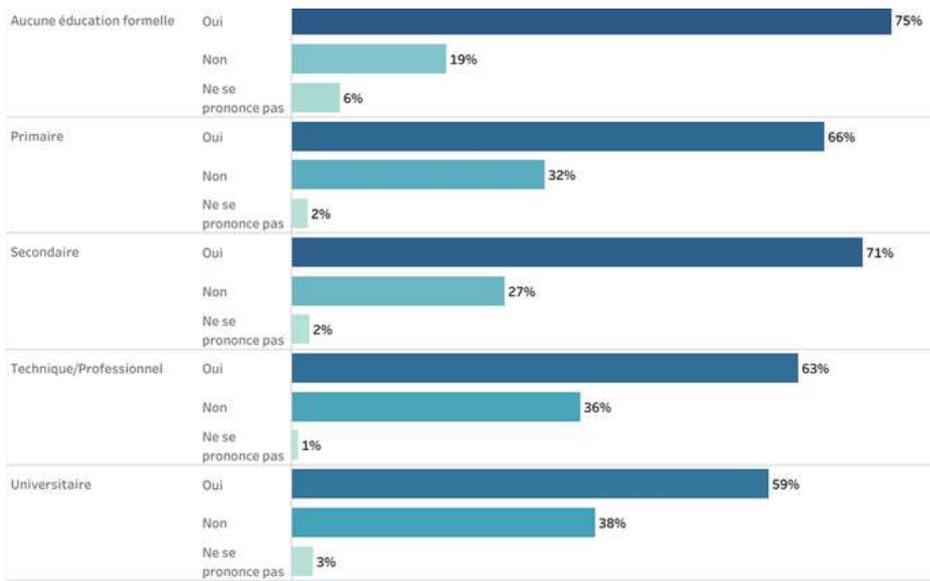


Figure 30. Distribution des répondants selon qu'ils pensent que la PNH a besoin de l'appui d'une force internationale pour résoudre le problème des gangs armés par niveau d'étude

Impacts de l'insécurité et de l'activité des gangs sur la liberté de mouvement et les activités socio-économiques

Environ 64.9% des interviewés ont indiqué que la présence de gangs armés avait restreint leur liberté de mouvement dans la zone métropolitaine de Port au-Prince, et environ 69.1% qu'ils n'étaient pas libres d'emprunter la route nationale menant vers le Sud du pays.

Plus de 55% des gens ont aussi indiqué qu'ils n'étaient pas libres d'emprunter les autres routes nationales, toujours à cause de la présence de gangs armés un peu partout sur le territoire national (figure 31).





Figure 31. Impacts de l'insécurité et de l'activité des gangs sur la liberté de mouvement des répondants

D'autre part, 47% des sondés ont indiqué avoir enregistré des baisses de revenus, 49% ont mentionné qu'ils ont dû arrêter leurs activités génératrices de revenus ; 20% ont perdu leur d'emploi ; 11% ont abandonné leurs activités sociales et 11% leur zone de résidence à cause de l'activité des gangs armés sur la période de 2021 à Juillet 2023 (figure 32).

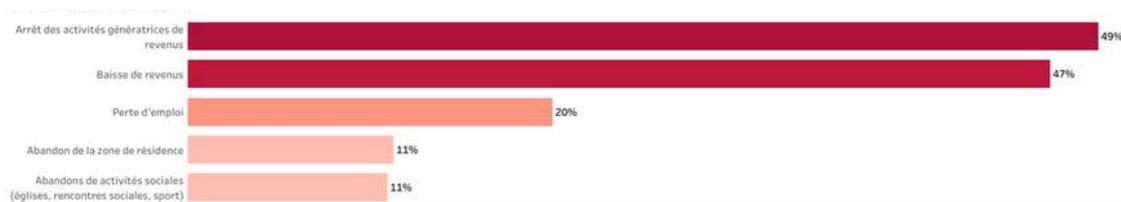


Figure 32. Impacts de l'insécurité et de l'activité des gangs sur les activités socio-économiques des répondants

Impacts du climat d'insécurité sur l'intégrité physique et morale

Quant à leur intégrité physique et morale ou celle de leur entourage, les sondés ont dépeint un portrait accablant de la situation sécuritaire. En effet, 16% des personnes interviewées ont indiqué qu'entre 2021 et Juillet 2023, des membres de leur famille ont été kidnappés, 6% et 3% respectivement que des collègues et des voisins ont été victimes des mêmes méfaits (figure 33) ; 9% ont déclaré qu'eux-mêmes ont été séquestrés par des bandits.

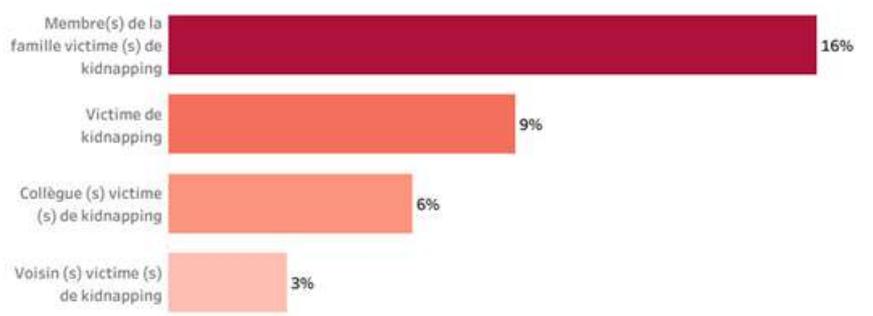


Figure 33. Prévalence du kidnapping

D'autre part, toujours entre 2021 et Juillet 2023, 2% des interviewés ont mentionné que des personnes ont été assassinées dans leur quartier ; pour 5% des répondants, il s'agissait de membres de leur famille versus 3% et 2% respectivement de voisins et collègues (figure 34). Les agressions physiques ont prévalu dans des proportions similaires (figure 35).

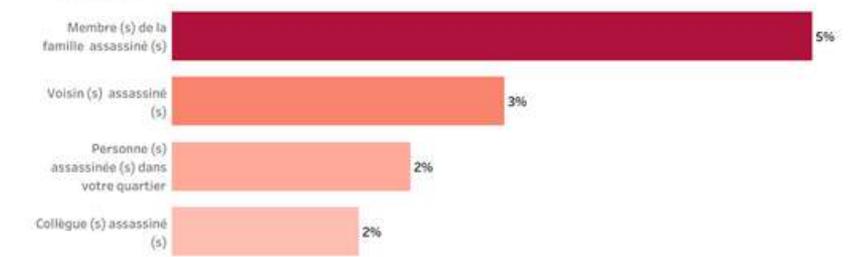


Figure 34. Prévalence de cas d'assassinat

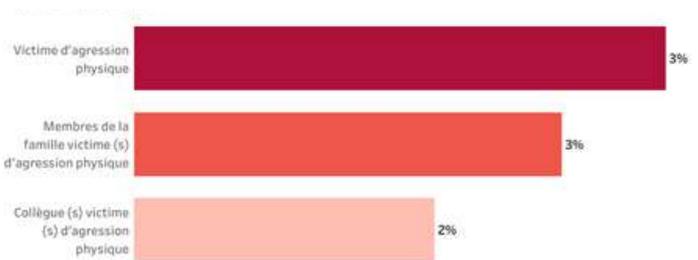


Figure 35. Prévalence de cas d'agression physique

Des agressions sexuelles ont aussi prévalu au cours de la même période. En effet, 1% des personnes interrogées ont déclaré que des membres de leur famille ont été victimes d'agression sexuelle, 1% des voisins et 1% eux-mêmes.

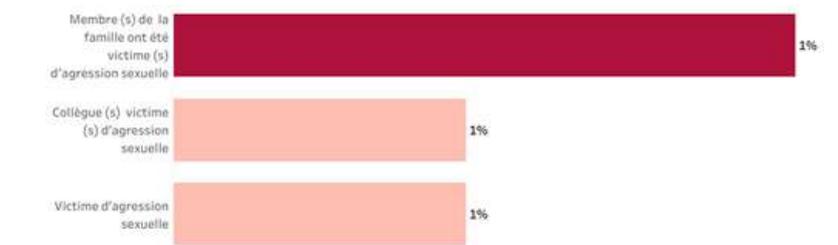


Figure 36. Prévalence des cas d'agression sexuelle



Comparatif des résultats des deux sondages

La figure 37 présente l'échantillonnage des deux sondages dans lequel celui du mois de juillet a une différence de 73 personnes par rapport à celui du mois de janvier.

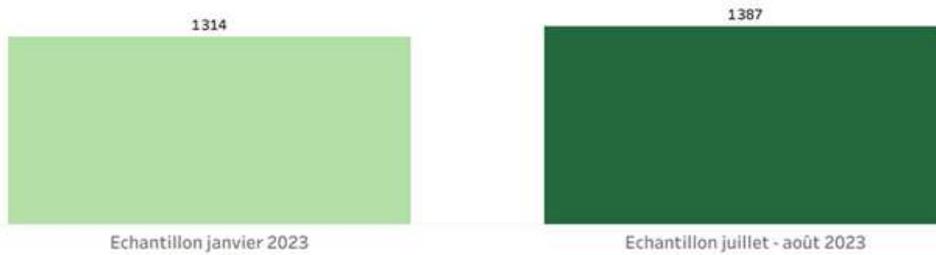


Figure 37. Comparaison des deux sondages sur l'échantillonnage utilisé



Figure 38. Comparaison des deux sondages sur la perception de la population selon qu'ils pensent que la PNH peut rétablir la sécurité dans le pays ou non



Figure 39. Comparaison des deux sondages sur la perception de la population selon qu'ils pensent que la PNH peut résoudre le problème des gangs armés dans le pays



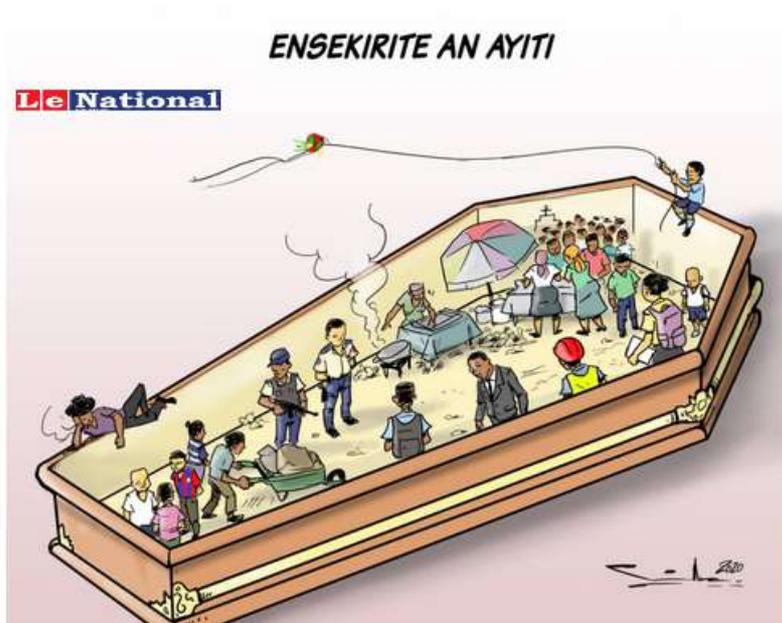
Figure 40. Comparaison des deux sondages selon qu'ils pensent que la PNH a besoin des Forces Armées d'Haiti pour sécuriser et dissuader les gangs armés



Figure 41. Comparaison des deux sondages sur la perception de la population selon qu'ils sont en faveur du déploiement d'une force internationale en Haïti ou non



Figure 42. Comparaison des deux sondages sur la perception de la population selon qu'ils sont en faveur du déploiement d'une force internationale en Haïti ou non par département



AFP - VALERIE BAERISWYL



Conclusion

Depuis quelques années le pays s'enfoncé dans une spirale de violence, de troubles sociaux et d'une quasi-absence de l'Etat de droit. Les gangs armés prolifèrent. Selon certaines estimations, ces derniers seraient en contrôle d'environ 80% de l'aire métropolitaine de Port-au-Prince.

Que faire dans un tel contexte ? Comment rétablir l'ordre et garantir la sécurité des citoyens ? Ce sondage sur la situation sécuritaire du pays a voulu donner la parole à la population haïtienne. Pour ce faire, un échantillon aléatoire de 1 387 personnes âgées de 18 ans ou plus a été interrogé par téléphone à la fin du mois de Juillet 2023. Les résultats sont éloquentes, environ trois sur quatre personnes pensent que toute seule, la PNH n'est pas capable de mettre les gangs armés hors d'état de nuire.

Alors, que faire ? Pour 75% des sondés, le soutien des Forces Armées d'Haïti serait nécessaire à la PNH pour combattre les gangs armés ; dans pratiquement une même mesure (68%), ils pensent que la PNH a besoin de l'appui d'une force internationale pour les mêmes raisons.

Bien qu'ayant un niveau de confiance statistique très élevé et une marge d'erreur très faible, les résultats du sondage sont des mesures estimées de la perception de la population adulte haïtienne par rapport au sujet mentionné plus haut. Il appartient aux autorités en place aidées par des experts en la matière de définir la meilleure option pour résoudre le problème d'insécurité, mais une chose est sûre la population est aux abois et à bout de souffle après plusieurs années de souffrance, un appui à la PNH s'impose de fait !



UN Photo/Mark Garten



AGERCA

ALLIANCE POUR LA GESTION DES RISQUES
ET LA CONTINUITÉ DES ACTIVITÉS

Danje a pou nout tout !



www.agerca.ht